

désire citer à la Chambre. Le juge Brandeis était avocat, mais chose étrange il réussissait quand même au point de vue pécuniaire. Il a rendu de grands services à son pays. Personne n'en a jamais douté. Il était libéral, non pas au sens politique, mais selon l'acception humaine de l'expression. Le juge Brandeis a servi l'Etat et la masse du peuple comme bien peu de gens l'ont fait. Il a déjà eu une parole que nous pourrions tous méditer. Voici :

La justice est la vérité qui se traduit par des actes et en la réclamant nous devons tout d'abord découvrir ce qui est la vérité.

Exprimé plus simplement, cela veut dire que sans la probité de l'esprit, rien ne peut être accompli. Je rappellerai quelques-unes des idées fausses qui nous assaillent à l'époque actuelle et qui, à mon sens, disparaîtraient si tout le monde pensait clairement. Il y a d'abord cette fausse conception suivant laquelle on divise la personne humaine en affirmant qu'elle peut être économiquement asservie et politiquement libre. A mon avis, on devrait proclamer jusqu'aux confins du monde la fausseté de cette assertion. Qu'entend-on par le socialisme démocratique? Les deux mots ne s'excluent-ils pas? Après ce qui s'est passé en Italie, en Allemagne et en Russie, on doit comprendre qu'il ne faut pas se laisser leurrer par des mots. N'oublions pas ces événements. Ne nous laissons pas tromper par le nazisme, le fascisme ou le communisme, qui ne sont, tous trois, que du socialisme d'Etat et pas autre chose.

M. COLDWELL: Et les pays scandinaves?

M. MACDONNELL: Vous pouvez les citer en exemples, si cela vous plaît. A mon avis, ils ne sont pas socialistes au même sens que les pays qui vivent sous les régimes dont j'ai parlé. Je suis convaincu qu'il ne peut exister de régie économique générale sans une régie politique. On le constate même en Angleterre. Je ne puis m'expliquer les doutes de la classe ouvrière après la catastrophe à laquelle ont abouti les trois despotismes européens. Voici comment s'exprime sur ce point un professeur américain :

Dans l'Etat socialiste, on n'admet ni les conventions collectives, ni le droit de grève ni le groupement des hommes de métier en syndicats puissants. Tout socialiste intelligent le sait, quoi qu'il dise dans ses discours publics.

Il y a cette autre conception qui veut que ceux qui croient en la liberté, ceux qui ne veulent pas que l'Etat soit le Bonhomme Noël, manquent de conscience sociale. Il semble même parfois que, pour être imbu d'esprit social, il faut commencer à penser clairement, recourir à des mots de ralliement et,

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]

par-dessus tout, tenter de créer l'impression que chacun cherche à s'emparer du bien d'autrui. Qu'un homme possède plus que son prochain, on prétend qu'il le lui a pris.

M. MacINNIS: C'est ordinairement ce qui arrive.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Je citerai ce que je considère l'exemple classique: le cas d'Edison. Edison s'est enrichi, mais je prétends qu'il a créé cent mille fois plus de richesses pour autrui que pour lui-même. C'est d'ailleurs vrai, à divers degrés, de toute entreprise heureuse. Churchill a parfaitement bien rendu cette idée quand il a dit que ceux dont nous devons nous plaindre, ce ne sont pas les gens qui réussissent mais ceux qui échouent.

La troisième conception erronée qu'on s'empresse de faire valoir,—je souhaiterais que tous les hommes logiques et intelligents puissent s'entendre à ce sujet,—c'est que le profit est, pour ainsi dire, quelque chose d'injuste et d'ignoble. J'aimerais citer les paroles d'un travailleur qui est pair d'Angleterre. C'est un partisan avéré de la gauche là-bas. Certains le qualifieraient même de socialiste. M. A. D. Lindsay est un écrivain politique et un économiste bien connu. J'ai oublié son titre, car il est difficile de trouver ce détail lorsqu'un homme devient lord. Voici ce qu'il dit :

Si l'on considère le profit en soi, on ne voit pas très bien pourquoi un homme qui travaille pour un salaire assuré fait bien, tandis que celui qui travaille en vue d'un bénéfice incertain fait mal. Du moment qu'il y a élément d'incertitude entre l'offre et la demande, il est juste qu'il y ait profit.

Je le répète, l'honorable député de Rose-town-Biggar convient parfois de cela.

Je tiens à dire aussi que le bénéfice vient après bien des éléments. D'abord, il y a les salaires, les taxes, l'entretien de l'usine, la dépréciation. S'il reste de l'argent, c'est du profit. Mais il n'existe que lorsque tous les frais sont payés. Même alors le percepteur, le sympathique ministre des Finances, intervient. Si bénéfices il y a, ils sont fortement taxés.

N'oublions pas que l'état financier d'une entreprise commerciale est un bilan des pertes et profits. Votre exercice se solde-t-il par un déficit? Personne ne viendra sympathiser avec vous, ni pleurer sur votre malheur. Vous êtes ruiné, et c'est tout.

Je rappelle aux honorables députés que même le gouvernement socialiste d'Angleterre, qui pourtant s'est efforcé de modifier cet ordre de choses, a dû revenir au mobile. Voici un passage de son livre blanc :